ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 19 septembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° ... "portant création d'un régime de contractuels subsidiés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux", a donné le 23 septembre 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 september 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... "tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen", heeft op 23 september 1986 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Il serait plus correct d'écrire : " ... portant création d'un régime d'agents contractuels subventionnés par ..." au lieu de " ... portant création d'un régime de contractuels subsidiés par ...".

La même observation vaut pour toutes les dispositions du projet où cette expression est utilisée.

PREAMBULE.

Alinéa ler.

L'article ler, 6°, et l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986, doivent être visés au préambule. La mention des articles 4 et 6 de cette loi est superflue et doit être omise.

Alinéa 3.

Il est proposé de rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment l'article 212, modifié par l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, par l'arrêté royal n° 87 du 31 juillet 1982 et par la loi du 31 juillet 1984;".

+

L'arrêté en projet tend aussi à modifier :

- l'article 38 de la loi du 29 juin 1981 contenant les principes généraux de la sécurité sociale pour travailleurs salariés;
- l'article ler de la loi du ler août 1985 portant des dispositions sociales.

Il y aurait lieu de viser également ces textes en insérant les deux alinéas ci-après à la suite de l'alinéa 3 du préambule :

"Vu la loi du 29 juin 1981 contenant les principes généraux de la sécurité sociale pour travailleurs salariés, notamment l'article 38 modifié par les arrêtés royaux n° 96 du 28 septembre 1982, n° 134 du 30 décembre 1982, n° 214 du 30 septembre 1983, n° 287 du 31 mars 1984 et n° 401 du 18 avril 1986;

Vu la loi du ler août 1985 portant des dispositions sociales, notamment l'article ler;".

DISPOSITIF.

Articles ler et 2.

Il serait plus logique d'intervertir l'ordre de ces deux articles.

.../...

A l'article ler (devenant l'article 2), alinéa ler, il y aurait lieu d'écrire :

"Les pouvoirs locaux définis à l'article ler peuvent ...".

Il y aurait lieu, si la suggestion était suivie, de modifier en conséquence les références faites aux articles ler et 2 dans les autres articles du projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaisedu présent avis.

Article 4 (devenant l'article 11).

Cet article est une disposition modificative qui devrait trouver sa place après l'article 10 du projet.

Il serait plus clair de faire de la disposition à insérer dans l'article ler de la loi du ler août 1985, un paragraphe 2bis plutôt qu'un alinéa 2 du paragraphe 2, venant à la suite d'une énumération assez longue.

La phrase liminaire de l'article devrait être rédigée comme suit :

"L'article ler de la loi du ler août 1985 portant des dispositions sociales est complété par un paragraphe 2bis, rédigé comme suit :".

Article 5 (devenant l'article 4).

Dans le texte français, il faut écrire "§ ler".

.../...

Lorsqu'on fait référence à une disposition légale dans un dispositif, il n'est pas d'usage de renseigner les modifications que le texte a subies. Les mots " ... modifiée par l'arrêté royal n° ... du ..." doivent donc être omis.

Article 6 (devenant l'article 5).

La présentation de l'article serait plus claire en transformant l'alinéa ler, qui comporte une division en 1° à 4°, en un paragraphe ler et en faisant des alinéas 2 à 4 un paragraphe 2.

Au 4°, s'il est exact que l'article 2 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 a été modifié par la loi du ler août 1985, il reste qu'il n'est pas d'usage de rappeler une modification dans le dispositif. Les mots " ... modifié par la loi du ler août 1985 ..." doivent être omis.

Article 7 (devenant l'article 6).

A l'alinéa 2 de cet article, il y a une discordance entre le texte français ("pour la fonction exercée") et le texte néerlandais ("voor dezelfde ... functie").

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

Il est proposé de rédiger le début de l'article comme suit :

"Les pouvoirs locaux qui occupent des agents contractuels subventionnés dans les conditions du présent arrêté, sont dispensés, pour ceux-ci, du paiement ...".

Article 9 (devenant l'article 8).

Il y a une discordance entre l'alinéa 2 de l'article et le commentaire qu'en fait le rapport au Roi.

Selon l'alinéa 2, les agents contractuels subventionnés "bénéficient du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année, au moins aux mêmes conditions que les agents définitifs de l'Etat",ce qui permet de leur accorder des avantages supérieurs à ceux qui sont accordés aux agents de l'Etat, alors que, selon le rapport au Roi, le pécule de vacances et l'allocation de fin d'année doivent être équivalents à ceux du personnel statutaire des pouvoirs locaux.

L'alinéa 2 doit être revu.

Articles 10 et 11 (devenant les articles 9 et 10

Il est d'usage de présenter les dispositions modificatives en suivant l'ordre chronologique des dispositions modifiées. Les articles 10 et 11 du projet devraient donc être intervertis, l'article 11 devenant l'article 9 et l'article 10 conservant sa numérotation.

+

Il est proposé de rédiger la phrase liminaire de l'article 11 (devenant l'article 9) comme suit :

"A l'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, modifié par l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, par l'arrêté royal n° 87 du 31 juillet 1982 et par la loi du 31 juillet 1984, sont apportées les modifications suivantes :".

Au 1°, les mots "et celle de l'article 7, § 1er, alinéa 3, k, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs", qui ont été supprimés par l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, doivent être omis.

Au 3°, les mots "ou aux primes de réadaptation et aux primes d'adaptation", qui ont été supprimés par l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, doivent être omis.

Le 4° doit être revu. En effet, il modifie une disposition qui a été abrogée par l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982.

+

Il est proposé de rédiger la phrase liminaire de l'article 10 comme suit :

"L'article 38, § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 contenant les principes généraux de la sécurité sociale pour travailleurs salariés, y inséré par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986, est complété par les alinéas suivants :".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het zou juister zijn te schrijven : "... tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuele personeelsleden ..." in plaats van "... tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen ...".

Dezelfde opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waarin met deze laatste uitdrukking wordt gewerkt.

AANHEF.

Eerste lid.

In de aanhef moet worden verwezen naar artikel 1, 6°, en artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986. De vermelding van de artikelen 4 en 6 van die wet dient als overbodig te vervallen.

Derde lid.

Voorgesteld wordt dat lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, inzonderheid op artikel 212, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, bij het koninklijk besluit nr. 87 van 31 juli 1982 en bij de wet van 31 juli 1984;".

+

Het ontworpen besluit strekt ook tot wijziging van :

- artikel 38 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

- artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

Er zou eveneens naar die teksten moeten worden verwezen door na het derde lid van de aanhef de twee hiernavolgende leden in te voegen :

"Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 38, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 96 van 28 september 1982, nr. 134 van 30 december 1982, nr. 214 van 30 september 1983, nr. 287 van 31 maart 1984 en nr. 401 van 18 april 1986;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 1;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

Het zou logischer zijn die twee artikelen in omgekeerde volgorde op te nemen.

In artikel 1 (dat artikel 2 wordt), eerste lid, schrijve men :

"De in artikel 1 omschreven plaatselijke besturen kunnen voor de indienstneming van de in dit besluit bedoelde

contractuele personeelsleden een premie ontvangen binnen de grenzen van de daartoe uitgetrokken begrotingskredieten".

Wordt de hierboven gedane suggestie gevolgd, dan zouden de verwijzingen naar de artikelen 1 en 2 in de andere artikelen van het ontwerp dienovereenkomstig aangepast moeten worden.

In de Nederlandse tekst zou het derde lid als volgt moeten worden gelezen :

"Zij worden in dienst genomen bij arbeidsovereenkomst gesloten voor een bepaalde tijd of voor onbepaalde tijd".

Artikel 4 (dat artikel 11 wordt).

Dat artikel is een wijzigingsbepaling die na artikel 10 van het ontwerp zou moeten komen.

Het zou duidelijker zijn indien van de in artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 in te voegen bepaling een paragraaf 2bis zou worden gemaakt, in plaats van een tweede lid van paragraaf 2, dat na een vrij lange opsomming komt.

De inleidende volzin van het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen wordt aangevuld met een paragraaf 2bis, luidend als volgt :".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

In de Franse tekst schrijve men : "§ 1er".

Wanneer men in het bepalend gedeelte verwijst naar een wetsbepaling, is het niet gebruikelijk de wijzigingen te vermelden welke de tekst heeft ondergaan. De woorden "... het koninklijk besluit nr. ... van ... tot wijziging van afdeling 5 van hoofdstuk IV van" moeten dan ook vervallen.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

De inrichting van het artikel zou duidelijker zijn indien het eerste lid, dat een indeling bevat in 1° tot 4°, paragraaf 1 zou worden en de overige drie leden paragraaf 2 zouden vormen.

Wat 4° betreft, moge worden opgemerkt dat artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 inderdaad gewijzigd is bij de wet van 1 augustus 1985, maar dat het niet gebruikelijk is in het bepalend gedeelte melding te maken van een wijziging. De woorden "gewijzigd voor (lees : bij) de wet van 1 augustus 1985 ..." moeten vervallen.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

In het tweede lid is er een discrepantie tussen de Franse tekst ("pour la fonction exercée") en de Nederlandse tekst ("voor dezelfde ... functie").

De Nederlandse tekst zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Zij ontvangen een bezoldiging die ten minste gelijk is aan de wedde die aan een lid van het rijkspersoneel wordt toegekend voor hetzelfde ambt of voor een overeenkomstig ambt, alsook de daaraan verbonden weddeschaalverhogingen".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Voorgesteld wordt het begin van het artikel als volgt te redigeren :

"De plaatselijke besturen die gesubsidieerde contractuele personeelsleden tewerkstellen onder de voorwaarden van dit besluit, worden voor dezen vrijgesteld van de betaling ...".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen het tweede lid van het artikel en de commentaar daarop in het verslag aan de Koning.

Volgens het tweede lid ontvangen de gesubsidieerde contractuele personeelsleden "het vakantiegeld en de eindejaarstoelage ten minste onder dezelfde voorwaarden als de vastbenoemde ambtenaren van de Staat", waardoor het mogelijk is hun grotere voordelen toe te kennen dan die welke worden toegekend aan het rijkspersoneel, terwijl, volgens het verslag aan de Koning, het vakantiegeld en de eindejaarstoelage gelijk moeten zijn aan die van het statutair personeel van de plaatselijke besturen.

Het tweede lid moet worden herzien.

.../...

Artikelen 10 en 11 (die de artikelen 9 en 10 worden).

Het is gebruikelijk de wijzigingsbepalingen te vermelden volgens de chronologische orde van de gewijzigde bepalingen. De artikelen 10 en 11 van het ontwerp zouden dus van plaats moeten verwisselen, waardoor artikel 11 artikel 9 wordt, terwijl artikel 10 niet hoeft te worden vernummerd.

+

Voorgesteld wordt de inleidende volzin van artikel 11 (dat artikel 9 wordt) als volgt te redigeren :

"In artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, bij het koninklijk besluit nr. 87 van 31 juli 1982 en bij de wet van 31 juli 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

In de bepaling onder 1° moeten de woorden "en die van artikel 7, § 1, derde lid, k) van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders" vervallen; ze zijn immers geschrapt bij het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982.

In de bepaling onder 3° moeten de woorden "of voor de wederaanpassingspremies en de aanpassingspremies" vervallen; ze zijn immers eveneens geschrapt bij het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982.

De bepaling onder 4° moet worden herzien. Ze wijzigt immers een bepaling die opgeheven is bij het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982.

+

Voorgesteld wordt de inleidende volzin van artikel 10 als volgt te redigeren :

"Artikel 38, § 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986, wordt aangevuld met de volgende leden :".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

R. VAN AELST,
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.